



EXTRAIT DE PÉTITION
(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 4 216 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

ATTENDU l'entente de principe sur l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne, dans lequel Québec a été étroitement impliqué;

ATTENDU le secret entourant le contenu des négociations;

ATTENDU QUE 80 % des marchés publics devront faire l'objet d'appels d'offres auxquels pourront participer des entreprises européennes et que de ce fait, des milliers de contrats provinciaux et municipaux pourront être remportés par ces dernières, ce qui diminuera d'autant les possibilités de stimuler l'économie locale et régionale;

ATTENDU l'augmentation de la durée de protection des brevets pharmaceutiques et la hausse anticipée du prix des médicaments qui en découlera;

ATTENDU l'entrée massive au pays de 17 700 tonnes supplémentaires de fromages européens infligeant une concurrence fatale aux producteurs québécois et que les compensations promises par Stephen Harper à ces producteurs proviendront de la poche des contribuables;

ATTENDU QUE les multinationales européennes pourront poursuivre nos gouvernements s'ils adoptent des politiques favorisant le développement local ou protégeant l'environnement, lesquelles pourraient porter atteinte à leur potentiel de profits;

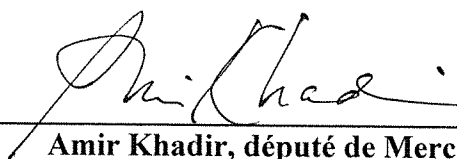
ATTENDU QU'il n'est prévu qu'une période de débats d'au moins deux heures avant l'adoption par l'Assemblée nationale de tout accord commercial et que cela est nettement insuffisant;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, citoyennes et citoyens, demandons au gouvernement du Québec :

- de divulguer immédiatement les textes et les documents d'analyse relatifs à l'AÉCG;
- de créer les conditions qui rendront possible la tenue d'un débat public ouvert et inclusif, notamment par des consultations publiques élargies et une commission parlementaire.

Je certifie que cet extrait est conforme au Règlement et à l'original de la pétition.


Amir Khadir, député de Mercier

07-02-2014
Date de signature de l'extrait